

ICOSI : le partenaire des avancées sociales

Pour ce numéro, Horizons est allé à la rencontre de l'ICOSI (Institut de Coopération Sociale Internationale) dont le président du Conseil d'Administration n'est autre que notre PDG, Jacques LANDRIOT. Cette structure, qui fêtera cette année ses 25 ans d'existence, réalise des programmes de coopération avec des pays du monde entier. Son objectif est de promouvoir les valeurs de l'économie sociale (solidarité, non lucratif et respect des principes et des modes de gestion démocratiques) partout où elle le peut. L'ICOSI exerce également, en collaboration avec ses partenaires, un travail de lobby auprès des institutions publiques (Institutions européennes, Gouvernements, Collectivités territoriales) visant à encourager la recherche de solutions solidaires et conduisant à placer la personne humaine au cœur des choix économiques. Nous avons souhaité profiter de cet anniversaire pour vous présenter le travail colossal que mène cette formidable structure.

► Aux origines de l'ICOSI

L'ICOSI est une association de loi 1901, à but non lucratif, créée en 1983 par des syndicalistes et des responsables de structures de l'économie sociale. Leur objectif était d'aider la société civile (structures sociales et syndicales, associations et coopératives) des pays où le développement économique ne va pas toujours de pair avec le développement social (droit du travail, protection et démocratie sociale). Les activités ont donc été à l'origine orientées vers l'Europe du Sud puis assez rapidement vers l'Europe de l'Est, l'Asie et enfin, plus récemment vers l'Afrique du Nord.

Dans les années 80/90, plusieurs programmes de coopération technique et touchant au développement social et économique ont été mis en place pour aider les structures à s'organiser et pour développer la promotion des valeurs de l'économie sociale.

L'essentiel des activités de l'Institut est réalisé grâce au produit de la cotisation de ses adhérents. Les programmes de coopération ne sauraient cependant être réalisés sans l'appui financier des pouvoirs publics et de fondations (Ministère des Affaires étrangères, Ministère des Affaires sociales, Union européenne, Fondation de France...) correspondant le plus souvent à des appels à projets ou à initiatives.

► Les activités de l'ICOSI

Les activités de l'ICOSI s'inscrivent dans le projet défini par l'Assemblée Générale de ses adhérents. Les programmes engagés visent à confirmer les orientations qui caractérisent la démarche de l'Institut : fonction d'impulsion et de facilitation de la coopération internationale dans les champs de la politique sociale et de l'économie

société. L'ICOSI met ainsi en œuvre différents projets dans les pays européens ou en voie d'adhésion à l'Union européenne, sous la forme de réunions d'information, de formations et d'échanges de bonnes pratiques avec des organisations et des entreprises sociales et de l'économie sociale. Voici un exemple de projet mené par l'ICOSI :

> **Aider les Bulgares à négocier leurs retraites.** Après la chute du communisme, l'économie bulgare est passée d'un système totalement public et collectivisé, à un système ultra-libéral où dépense publique (et notamment protection sociale) rime souvent avec gaspillage et frein à la croissance. Dans le cadre de l'adhésion à l'Union Européenne, il est donc apparu indispensable d'aider la société civile et particulièrement les organisations syndicales de salariés à proposer des pistes de réforme et de négociations dans le champ des retraites. Un projet a donc vu le jour afin de mettre en place une assistance technique qui permettait d'accompagner la transformation du système de retraite en Bulgarie, et réciproquement, celui du dialogue social. En effet, pour parvenir à réaliser l'objectif général de développement du système de retraite bulgare, il est apparu indispensable de renforcer les dispositifs de concertation et de négociation et les acteurs sociaux eux-mêmes en charge de la négociation des réformes en matière sociale.

Etaient alors programmées plusieurs missions de formation (dont une en France) sur les techniques et stratégies de mise en place d'outils techniques afin d'améliorer la gestion et l'organisation du système de retraite adaptés à la situation bulgare et à ses évolutions futures (organisation, structuration, financement, gestion et coordination du système sur le territoire) avec pour

but d'impulser une réelle dynamique de concertation et de réflexion quant à la gestion et à l'organisation de la retraite en Bulgarie.

► L'ICOSI et le Groupe Chèque Déjeuner

Arnaud BREUIL, directeur de l'ICOSI, est étroitement associé au développement du Groupe dans nos filiales étrangères et travaille en relation directe avec la Direction Internationale.

D'autre part, dans la plupart de ses programmes de coopération, le Groupe est associé, notamment dans l'ensemble des pays où nous sommes présents. C'est le cas depuis le début de cette année, toujours avec la Bulgarie, dans le cadre d'un programme de soutien à l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap.

Cofinancé par le Groupement d'intérêt public pour le développement de l'assistance technique et de la coopération internationale (GIP-International) ce programme doit permettre d'enclencher une dynamique collective et une implication véritable de la Société civile bulgare sur la question de l'inclusion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap dans le monde du travail. Notre filiale bulgare qui travaillait déjà avec des associations pour l'insertion des handicapés dans la société (surtout auprès des enfants et des écoles), a pu servir d'interface et mettre en contact les responsables de ces structures avec l'ICOSI afin qu'elles puissent être impliquées au programme. Sachez également que le siège de l'ICOSI se situe à Gennevilliers dans nos locaux de Villebois. L'équipe se compose de 4 salariés : Isabelle CAGNARD, Véronique NOWACK, Sophie CHAMPIGNY et Arnaud BREUIL ■

A vos agendas

Dans le cadre de ses actions, l'ICOSI, en collaboration avec le CEGES, organisera la Conférence européenne de l'Économie Sociale qui se tiendra à Strasbourg les 21 et 22 novembre 2008, pendant la présidence française de l'Union Européenne.